

51/164. Renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/165 du 21 décembre 1993 et 50/92 du 20 décembre 1995 et les dispositions pertinentes du rapport du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90¹, ainsi que les résultats, tels qu'ils ont été convenus, de toutes les grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet tenues depuis le début des années 90,

Réaffirmant qu'il est urgent d'apporter des solutions efficaces, équitables, propices au développement et durables au problème que constituent l'encours et le service de la dette extérieure des pays en développement et d'aider ces pays à sortir du processus des rééchelonnements successifs,

Notant que la situation de la dette d'un certain nombre de pays en développement s'est améliorée depuis la seconde moitié des années 80 et que l'évolution de la stratégie appliquée dans ce domaine a contribué à cette amélioration, notant avec satisfaction les mesures d'allègement de la dette prises par les pays créanciers, à la fois dans le cadre du Club de Paris et par des décisions — remise de dette ou mesures équivalentes — portant sur la dette officielle bilatérale, et se félicitant des mesures d'allègement encore plus favorables prises par le Club de Paris sur la base des conditions de Naples de décembre 1994,

Soulignant que ces initiatives doivent être pleinement et rapidement mises en œuvre pour fournir aux pays en développement, en particulier aux plus pauvres et aux plus endettés, surtout à ceux d'Afrique, une assistance supplémentaire à l'appui des efforts qu'ils déploient pour réduire le volume de leur dette, étant donné que le fardeau que représentent l'encours et le service de la dette reste très lourd,

Soulignant qu'il importe que les pays endettés poursuivent et intensifient leurs efforts de réforme économique, de stabilisation et d'ajustement structurel, afin d'accroître l'épargne et l'investissement, de réduire l'inflation et d'améliorer l'efficacité économique, tout en tenant compte de la nécessité de se préoccuper des aspects sociaux du développement, y compris l'élimination de la pauvreté, et de leurs caractéristiques particulières, ainsi que de la vulnérabilité des groupes de population les plus pauvres,

Notant avec préoccupation que le problème persistant de la dette et de son service est un des facteurs qui freinent le développement et la croissance économique des pays en développement endettés, et soulignant qu'il importe d'alléger le lourd fardeau que constituent pour de nombreux pays en développement l'encours et le service de divers types de dettes en prenant des mesures efficaces, équitables, propices au développement et durables et, s'il y a lieu, de traiter en priorité la totalité de l'encours de la dette des pays en développement les plus pauvres et les plus endettés,

Notant que les pays en développement qui ont continué, au prix d'un effort considérable, à honorer ponctuellement les obligations internationales résultant de leur dette extérieure et de son service ont fourni cet effort malgré de graves contraintes financières extérieures et intérieures,

Se déclarant préoccupée par le fait que les mesures d'allègement de la dette adoptées jusqu'à présent n'ont pas encore pleinement réussi à apporter une solution efficace, équitable, propice au développement et durable au problème que représentent l'encours et le service de la dette pour un grand nombre de pays en développement, en particulier les plus pauvres et les plus endettés,

Prenant note de la situation dans laquelle se trouvent certains pays créanciers à économie en transition face aux problèmes que leur posent l'encours et le service de la dette extérieure des pays en développement,

Soulignant qu'il faut assurer la poursuite de la croissance économique mondiale et le maintien d'un environnement économique international favorable, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange, les prix des produits de base, l'élargissement des débouchés, les pratiques commerciales, l'accès aux techniques, les taux de change et les taux d'intérêt internationaux, et notant qu'il reste nécessaire de trouver des ressources pour promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable dans les pays en développement,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'endettement des pays en développement au milieu de l'année 1996²;

2. *Considère* que des solutions efficaces, équitables, propices au développement et durables du problème que constituent l'encours et le service de la dette extérieure des pays en développement peuvent sensiblement contribuer à stimuler l'économie mondiale et à aider les pays en développement qui s'efforcent de parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement durable;

3. *Note* qu'il est essentiel d'aller de l'avant, notamment en appliquant rapidement des approches novatrices et des mesures concrètes, pour contribuer à apporter des solutions efficaces, équitables, propices au développement et durables au problème que constituent pour les pays en développement, en particulier les pays les plus pauvres et les plus endettés, l'encours et le service de la dette extérieure;

4. *Souligne* qu'il importe que les pays en développement continuent à s'efforcer de créer un climat propice aux investissements étrangers, afin de favoriser la croissance économique et un développement durable de manière à se dégager plus facilement des problèmes que leur posent l'encours et le service de la dette, et que la communauté internationale doit chercher à promouvoir un environnement économique extérieur favorable, notamment par des mesures contribuant à améliorer l'accès aux marchés, à stabiliser les taux de change, à assurer une maîtrise effective des taux d'intérêt internationaux, à accroître les courants de ressources vers les pays en développement, à leur

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 48 (A/51/48).

² A/51/294.

ouvrir plus largement l'accès aux marchés financiers et aux flux de ressources financières, ainsi qu'à leur faciliter l'accès à la technologie;

5. *Souligne également* que la stratégie de la dette qui se fait jour doit reposer sur un environnement international favorable et positif, et notamment sur l'application intégrale des résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et des décisions ministérielles de Marrakech en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires³;

6. *Se félicite* de l'Initiative relative aux pays pauvres très endettés, que le Comité intérimaire du Fonds monétaire international et le Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont approuvée, et qui vise à permettre aux pays pauvres très endettés remplissant les conditions requises de parvenir à une situation de la dette supportable, par le biais d'une action coordonnée menée par tous les pays créanciers en fonction des efforts d'ajustement déployés par les pays endettés;

7. *Estime* que la mise en œuvre de l'Initiative exige un effort supplémentaire de la part des créanciers bilatéraux et multilatéraux, sans préjudice de l'appui indispensable aux activités de développement des pays en développement, se félicite de l'engagement qui a été pris d'apporter des ressources supplémentaires à l'Initiative, et invite les donateurs qui fournissent des ressources à titre bilatéral à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour l'application de celle-ci;

8. *Souligne* que les pays développés doivent d'urgence apporter à l'Initiative l'appui dont elle a besoin et qu'elle mérite et l'appliquer avec souplesse, en veillant à tenir compte des résultats déjà obtenus dans la détermination de la durée de l'ajustement nécessaire pour que les pays intéressés parviennent, avec l'aide de tous les créanciers, à sortir du processus des rééchelonnements successifs;

9. *Souligne également* qu'il importe d'appliquer avec souplesse et transparence les critères servant à identifier les pays susceptibles de bénéficier de l'Initiative, et ce, avec la pleine participation des pays endettés, et souligne en outre qu'il importe d'évaluer en permanence et de suivre activement les incidences des conditions fixées actuellement en vertu de ces critères quant à l'application de l'Initiative pour faire en sorte que les pays pauvres très endettés soient couverts comme il convient;

10. *Met l'accent* sur l'importance de la transparence et de la participation des pays débiteurs à tout examen et analyse qui seront effectués au cours de la période d'ajustement;

11. *Se félicite* de la décision prise par le Club de Paris d'aller au-delà des conditions de Naples pour réduire la dette des pays les plus pauvres et les plus endettés, notamment en annulant une partie de l'encours de cette dette, souligne que cette décision doit être rapidement mise en œuvre et engage instamment tous les autres créanciers bilatéraux à apporter des contributions

comparables dans le contexte d'une action coordonnée de la part de tous les pays;

12. *Apprécie* les efforts que font les pays en développement endettés pour assurer le service de leur dette conformément à leurs engagements, et ce, malgré le coût social élevé de ces efforts, et, dans ce contexte, encourage les créanciers privés et, en particulier, les banques commerciales à poursuivre leurs initiatives et leurs efforts en vue de régler les problèmes que la dette commerciale pose aux pays en développement à revenu intermédiaire;

13. *Invite* les pays créanciers, les banques privées et les institutions financières multilatérales, dans le cadre de leurs prérogatives, à poursuivre leurs initiatives et leurs efforts en vue de régler les problèmes que pose la dette commerciale des pays les moins avancés et demande que des ressources continuent d'être mobilisées par le biais du Fonds de désendettement de l'Association internationale de développement afin d'aider les pays les moins avancés répondant aux conditions requises à réduire leur dette commerciale;

14. *Invite* le Fonds monétaire international à continuer d'élaborer des mesures et initiatives concrètes permettant de remédier aux problèmes que connaissent les pays en développement endettés, notamment à prévoir des contributions bilatérales et, le cas échéant, à envisager d'optimiser la gestion de ses réserves pour financer plus aisément la Facilité d'ajustement structurel renforcée;

15. *Réaffirme* son adhésion à l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁴, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre en faveur de ces pays pour aménager leur dette officielle bilatérale, leur dette commerciale et leur dette multilatérale;

16. *Note avec inquiétude* les obligations que la dette et son service continuent d'imposer aux pays à revenu intermédiaire, en particulier en Afrique, et encourage les créanciers, notamment les institutions financières multilatérales et les banques commerciales, à continuer de leur côté à chercher des solutions;

17. *Souligne* qu'il importe que les pays en développement à faible revenu puissent continuer à bénéficier de prêts à des conditions libérales au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée;

18. *Souligne également* que de nouveaux flux financiers provenant de toutes les sources et destinés aux pays en développement endettés devront s'ajouter aux mesures d'allègement de l'encours et du service de la dette, et demande instamment aux pays créanciers et aux institutions financières multilatérales de continuer de fournir une assistance financière à des conditions libérales, particulièrement aux pays les moins avancés, pour appuyer la mise en œuvre de programmes de réforme économique, de stabilisation et d'ajustement structurel ainsi que l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, de façon que ceux-ci puissent s'affranchir du joug de la dette, attirer

³ Voir *Instruments juridiques reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, faits à Marrakech le 15 avril 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente: GATT/1994-7).

⁴ Résolution 50/103, annexe.

de nouveaux investissements et parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement durable;

19. *Souligne en outre* qu'il est primordial de continuer à prévoir la protection sociale des groupes vulnérables les plus durement touchés par l'application des réformes économiques dans les pays endettés, en particulier les groupes à faible revenu;

20. *Engage* la communauté internationale, y compris les organismes des Nations Unies, et invite les institutions de Bretton Woods ainsi que le secteur privé, à prendre des mesures appropriées en vue de l'application des engagements, accords et décisions issus des grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet organisées depuis le début des années 90 sur le thème du développement et qui ont trait à la question de la dette extérieure;

21. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite collaboration avec les institutions de Bretton Woods et d'autres organes compétents des Nations Unies, de suivre de près l'Initiative relative aux pays pauvres très endettés et de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session de l'application de l'Initiative et de la présente résolution.

86^e séance plénière
16 décembre 1996

51/165. Flux et transfert nets de ressources entre pays en développement et pays développés

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 47/178 du 22 décembre 1992 et 49/93 du 19 décembre 1994,

Prenant note de la *Situation économique et sociale dans le monde, 1996*⁵, notamment du chapitre III intitulé «L'économie internationale», et du rapport du Secrétaire général sur le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés⁶,

Convenant que, si les pays en développement sont responsables au premier chef de leur développement, il reste indispensable que la communauté internationale appuie vigoureusement, notamment en encourageant l'instauration d'un climat économique international favorable, les efforts qu'ils font pour résoudre leurs problèmes économiques et sociaux,

Notant que pour beaucoup de pays en développement, notamment les pays africains et les pays les moins avancés, l'aide publique au développement reste une source de capitaux importante pour leurs efforts de développement,

Consciente du rôle croissant des investissements privés et du fait que la conclusion des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay a permis à la communauté internationale de faire un grand pas en avant vers le développement d'un système commercial international réglementé, la libéralisation des échanges internationaux et la création d'un environnement commercial plus sûr,

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.II.C.1.

⁶ A/51/291.

Notant que les flux de capitaux, notamment de capitaux privés, à destination des pays en développement ont fortement augmenté, mais que tous les pays n'en ont pas bénéficié et que les mouvements de capitaux à court terme peuvent être imprévisibles,

Notant également que l'évolution future du transfert net de ressources aux pays en développement est fonction de l'existence d'un climat économique international favorable, axé sur la croissance, ainsi que de politiques économiques saines sur le plan national,

Soulignant le caractère imprévisible des mouvements de capitaux privés à court terme, qui sont particulièrement subordonnés aux variations des taux d'intérêt et à d'autres fluctuations éventuelles de l'environnement économique national et international,

Notant que, pendant les années 90, le transfert net de ressources des institutions de Bretton Woods aux pays en développement a été négatif en termes réels, bien qu'il ait été positif pour ce qui est des pays d'Afrique et de certains pays d'Asie, et notant également que le transfert net de capitaux des banques régionales aux pays en développement, considérés dans leur ensemble, a été généralement positif dans les années 90, bien qu'il soit devenu légèrement négatif en 1994 et 1995,

Préoccupée par le déclin récent du volume global de l'aide publique au développement,

Considérant que tous les pays, en particulier les grands pays industrialisés, dont l'influence pèse très lourd sur la croissance de l'économie mondiale et sur l'environnement économique international, devraient poursuivre leurs efforts pour promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable, pour atténuer les déséquilibres et pour coopérer avec les pays en développement, de sorte que ceux-ci soient mieux en mesure de faire face à leurs principales difficultés, qu'elles soient d'ordre monétaire ou financier ou qu'elles concernent les apports de ressources, le commerce, les produits de base ou l'endettement extérieur,

1. *Souligne* qu'il faut redoubler d'efforts pour assurer un apport de ressources substantielles aux pays en développement, notamment par une expansion des crédits multilatéraux, la promotion des investissements étrangers directs et l'accroissement des ressources concessionnelles et des ressources non liées à la dette;

2. *Souligne également* que les flux de capitaux privés constituent une importante source de financement extérieur pour le développement durable et que, pour attirer ce type d'investissement, il faut, entre autres conditions, des politiques budgétaires et monétaires rationnelles, des administrations responsables et un cadre législatif et réglementaire transparent;

3. *Réaffirme* que les pays en développement, en particulier les pays africains et les pays les moins avancés, ont un besoin pressant d'aide publique au développement, et exhorte les pays à s'efforcer d'atteindre, conformément aux engagements pris aux termes d'accords internationaux et dès que possible, l'objectif convenu de 0,7 p. 100 du produit national brut des pays développés pour ce qui est de l'aide aux pays en développement